

Alors que la centrale nucléaire de Fessenheim fait actuellement débat et qu'il est attaqué par l'UMP sur sa position à ce sujet, François HOLLANDE en a fait un argument de campagne : il souhaite réduire progressivement la part du nucléaire dans la production d'électricité française, en commençant par arrêter définitivement les réacteurs de Fessenheim. Cet objectif peut-il être atteint ? Assurément oui.

### **Réduire la part du nucléaire :**

François HOLLANDE propose déjà de réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité française de 75% à 50% à l'horizon 2025. Pourquoi voir si loin ? Déjà, un arrêt trop radical du nucléaire en France serait économiquement catastrophique. En effet, la part de l'énergie nucléaire dans la production mondiale de l'électricité est de 14%. Les énergies renouvelables et les énergies fossiles (charbon, gaz, etc.) représentant respectivement 19% et 67% de la production mondiale d'électricité. Ce chiffre de 14% n'est bien sûr qu'une moyenne. La part du nucléaire est à peine de 20% aux Etats-Unis, 30% au Japon, et 15% au Canada. Mais elle est de plus de 75% en France ! Autant dire que nous sommes totalement dépendants du nucléaire...

Dès lors, quelles seraient les conséquences d'un arrêt brusque de plusieurs de nos centrales ? Eu égard à la situation allemande, cette décision serait économiquement irresponsable. En effet, en mars 2011, l'arrêt des sept centrales nucléaires allemandes les plus anciennes a contraint l'Allemagne à augmenter ses achats en provenance de l'étranger, et notamment de France.

Depuis le 17 mars 2011, date à laquelle les principales centrales concernées ont effectivement arrêté de produire, la production allemande d'électricité a diminué d'environ 120 gigawatt-heures par jour. Cela s'est également traduit par une hausse des prix de l'électricité à la Bourse de l'énergie de Leipzig EEX, en moyenne de 12%. On voit donc parfaitement où mènerait une réduction trop radicale. Ironie du sort, l'électricité importée de France est produite majoritairement par des réacteurs nucléaires...

Eu égard à ce constat et à l'augmentation avérée du prix de l'électricité en France depuis 5 ans (+ 25%), et dans un contexte de souffrance économique pour les Français, il serait donc irresponsable d'engager une telle procédure de réduction de la production électrique nucléaire sans qu'une véritable politique de développement des énergies renouvelables ne soit mise en place.

### **Fermer dès maintenant la centrale nucléaire de Fessenheim :**

Le débat fait rage entre la gauche et l'UMP autour de la fermeture immédiate de la centrale nucléaire de Fessenheim, la doyenne des centrales françaises. Il va sans dire que la

catastrophe de Tchernobyl en 1986, et plus proche de nous la catastrophe de Fukushima, ont marqué les esprits et éveillé fortement les consciences.

Pour Le Président SARKOZY, « vouloir fermer Fessenheim, c'est un scandale parce que c'est sacrifier l'emploi qui est le vôtre à des arrières pensées politiciennes ». Mais ne pas le faire est surtout totalement irresponsable... En effet, il faut rappeler que le rapport initial de sûreté de 1971, confirmé ensuite par le rapport définitif de sûreté de 1979, avait déterminé une durée d'exploitation en sûreté de 40 ans. La multiplication du nombre d'incidents de niveau 0 et 1 (incidents mineurs) depuis 2000 est d'ailleurs particulièrement inquiétante...

Les risques constatés depuis des années sont multiples dans cette centrale :

- Des risques d'inondation : il semble qu'EDF n'ait pas pris en compte au moment des études de réalisation les risques d'inondation de la centrale qui seraient liés à une rupture de la digue du grand canal d'Alsace, situé à huit mètres au-dessus du niveau de la centrale. C'est en tout cas ce qu'a pu constater le service Environnement du Haut-Rhin, dans une étude réalisée après la catastrophe de Fukushima. Mais EDF présente ce scénario comme étant improbable et refuse pour l'heure d'en tenir compte...

- Des risques sismiques : les rapports ne font pas l'unanimité sur la résistance de l'infrastructure aux risques sismiques. Si l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire) estime que la prise en compte du risque sismique de la centrale de Fessenheim est pertinente, le bureau d'études « Résonance », dans un rapport de 2007, conclut quant à lui à une sous-estimation de ce risque sismique. L'IRSN, suite à différents colloques et plusieurs études, a d'ailleurs été contrainte de revoir l'évaluation de la magnitude à 6,8 alors qu'elle l'estimait à 6,0 au départ. Malgré tout, l'entreprise EDF reste fixée sur une base de 6,1...

- Des risques de pollution de la nappe phréatique rhénane : comme tous les réacteurs en exploitation en France, les réacteurs de Fessenheim ne disposent pas d'une cuve de récupération du corium, un dispositif pouvant limiter les conséquences ultimes d'un accident grave en cas de fusion de son cœur. C'est pourquoi l'Autorité de Sûreté Nucléaire a prescrit dans son avis du 4 juillet 2011 que le radier du réacteur soit renforcé avant le 30 juin 2013. Pour l'heure, l'absence d'un tel dispositif augmente considérablement les risques de contamination de la nappe phréatique rhénane en cas d'accident nucléaire important. Cette contamination conduirait à une interdiction totale de tous prélèvements dans cette nappe...

Malgré l'autorisation décennale de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) de continuer l'exploitation de la centrale, plusieurs collectivités locales, dont le conseil régional de Franche-Comté, la ville de Strasbourg ou encore la CU de Strasbourg, ont demandé l'arrêt des réacteurs. Cette multiplicité des risques en est à l'origine.

Dans ce contexte, la centrale nucléaire de Fessenheim devrait donc fermer. Il faut également rappeler que sur les 55 centrales en activité aujourd'hui dans le pays, 42 ont plus de 25 ans ! La décision de Nicolas SARKOZY de maintenir l'activité de la centrale nucléaire de Fessenheim n'est qu'une vague posture électoraliste, un choix totalement irresponsable. D'autant plus lorsqu'on sait qu'il est responsable de la perte de 450.000 emplois dans le secteur industriel... François BROTTES, responsable Energie dans l'équipe de François

HOLLANDE, l'a d'ailleurs affirmé : la fermeture de Fessenheim n'aura "aucune incidence en matière sociale", "parce que les emplois dans la filière nucléaire vont demeurer". Le choix de la responsabilité, c'est avant tout celui d'une politique énergétique raisonnée et de long terme, qui seule permettra le redressement industriel de la France. C'est en tout cas le choix de François HOLLANDE.

### **Une autre priorité : achever le chantier de l'EPR de Flamanville, et garantir une sûreté maximale des installations et de poursuivre la modernisation de l'industrie nucléaire du pays :**

L'EPR (Réacteur pressurisé européen) marque la troisième génération de réacteurs nucléaires. Conçu dans les années 1990, ses concepteurs le présentent non pas comme révolutionnaire, mais comme évolutionnaire. Il contient effectivement un certain nombre d'avancées par rapport aux REP (Réacteur à Eau Pressurisé) actuels, mais qui restent minimes. Ainsi, on constate des différences :

- En termes de sûreté : le récupérateur de corium par exemple, absent dans la centrale de Fessenheim, est conçu avec un matériau qui permet de maintenir le corium dans l'enceinte et le réfrigérer en cas de percement de la cuve.

- En termes de performances : les nouveaux générateurs de vapeur améliorent sensiblement le rendement.

- En termes de déchets et d'émissions : là-dessus, les avis sont mitigés. L'Autorité de Sûreté Nucléaire, notamment, restent sceptiques sur la capacité de la Génération III à réduire les déchets.

Il convient de remarquer que les réacteurs de troisième génération sont ni plus, ni moins, qu'une version légèrement améliorée des réacteurs de Génération II. La Génération IV est à l'étude depuis 2011, avec toujours les mêmes objectifs (moins de déchets, plus de rendements, améliorer la sûreté, etc.). Il va sans dire que l'Etat doit fournir un effort énorme dans le financement de la recherche destinée à trouver une méthode de recyclage des déchets nucléaires. C'est la condition pour que l'énergie nucléaire soit enfin considérée comme « propre ».